

SLOVÈNES ET ALLEMANDS : UNE HISTOIRE ET UNE HISTORIOGRAPHIE PROBLÉMATIQUES

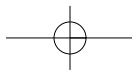
ANTONIA BERNARD

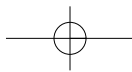
Le 1^{er} mai 2004 ne marquait pas pour les Slovènes seulement l'entrée dans l'Union européenne politique et économique. Tout comme dans les autres pays de l'Est d'innombrables articles et commentaires soulignaient à cette occasion le retour dans la culture européenne à laquelle ce pays appartient depuis toujours. En Slovénie un autre fait fut mis en évidence à mainte reprise : la Nation divisée entre divers États allait finalement se retrouver unie, elle allait enfin voir se réaliser le célèbre programme de la « Slovénie unifiée » qui avait été élaboré lors de l'année révolutionnaire 1848 et entretenu depuis comme une sorte de plan-guide sur le chemin de la construction de la Nation et de l'État. Les frontières imposées par les puissances lors des traités de Saint-Germain et de Yalta allaient être abolies et la Slovénie ethnique apparaîtrait enfin comme la réalisation d'un vieux rêve de justice ; et au-delà des frontières on ne trouverait plus d'ennemi, mais un simple voisin, selon les paroles de l'hymne national. Le conflit séculaire qui avait opposé sur ce territoire au nord de l'Adriatique les Slaves et les Germains, auxquels on peut ajouter les Hongrois au Nord-Est et les Italiens au Sud-Ouest serait donc enfin apaisé, résolu dans cette nouvelle union démocratique de peuples égaux et prêts à vivre ensemble dans la joie et la concorde de la démocratie postmoderne.

I. L'ACTUALITÉ D'UN VIEUX PROBLÈME

Il serait plus facile en Slovénie d'oublier les antagonismes slavo-germans passés, les luttes pour l'égalité et les humiliations,

Slavica occitania, Toulouse, 20, 2005, p. 45-63.

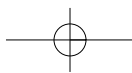


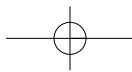


si ce passé ne revenait pas sans cesse et de manière si concrète, si ces « Allemands » n'étaient pas si riches, s'ils ne venaient pas acheter les entreprises ruinées par la chute du communisme et par les apparatchiks qui se sont rempli les poches avec la dénationalisation ; si ces « Allemands » n'étaient pas si souvent les « revenants », fils ou petits-fils de ceux qui furent chassés en 1945, ces « Allemands ¹ » qui requièrent les guillemets et qui rappellent les époques révolues de « la domination étrangère », du « joug autrichien », et qui paraissent parfois encore aujourd'hui auréolés de leur complexe de supériorité à la fois capitaliste et germanique. Pendant ce temps, au nord des Karawanken, du côté autrichien, le parti de Jörg Haider s'appuie sur la peur du « barbare slave », qui est venu revendiquer « nos » terres, qui a massacré femmes et enfants, qui risque d'envahir la province et oblige tout un chacun à ne pas baisser la garde. Avec la chute du communisme et l'indépendance de la Slovénie l'histoire récente s'est mêlée à l'actualité : en Autriche on relisait les traités avec le voisin yougoslave et en Slovénie on a dû rappeler les décrets pris par l'Assemblée antifasciste de Tito concernant la nationalité, cependant que les ultranationalistes carinthiens demandaient la reconnaissance d'une « minorité allemande » en Slovénie. On en parlait comme d'un préalable à l'entrée dans l'UE, au grand dam des Slovènes, toujours très sûrs de traiter leurs minorités d'une manière exemplaire.

Cette actualité, tout comme une plus grande liberté de parole en Slovénie, entraîna les historiens des deux côtés de la frontière à s'intéresser de plus près à des relations où les stéréotypes et les côtés douloureux dominent toujours. Dès 1984 un important colloque avait réuni les historiens des deux pays et leurs travaux furent publiés conjointement ². Une dizaine d'années plus tard les historiens slovènes s'attaquèrent eux-mêmes à la période d'après-guerre qui n'avait pas encore été traitée chez eux, alors qu'une abondante

1. Le terme a besoin d'être précisé : en Slovénie, lorsqu'on parle d'« Allemands » au sens historique et non pas politique, ce mot désigne les habitants supposés d'origine germanique du territoire slovène de l'ancienne Autriche-Hongrie et de leurs descendants. Voir : Dušan Nečak : « 'Nemci' na Slovenskem 1945-1955 v luči nemških in avstrijskih dokumentov », p. 146-173, in « *Nemci* » na Slovenskem 1941-1955, *Razprave Filozofske fakultete*, Ljubljana 1998. Nous aurons souvent à citer ce recueil qui est le résultat d'un grand projet scientifique slovène initié dès 1991 et qui devait être réalisé en commun avec les historiens autrichiens, mais qui n'a pas abouti.
2. *Geschichte der Deutschen im Bereich der heutigen Slowenien (1848-1941)*, *Zgodovina Nemcev na ozemlju današnje Slovenije (1848-1941)*, Vienne-Munich, 1988.





littérature était disponible du côté autrichien. Il s'agissait d'aborder enfin les peurs populaires, de tenter de démêler les monceaux d'incompréhension et d'ignorance réciproque accumulés au cours des siècles.

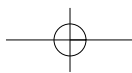
Car il suffit d'un petit problème pour que de vieux réflexes que l'on croyait oubliés resurgissent dans toute leur acuité. Certains symboles très connus des deux côtés de la frontière gardent toute leur force mobilisatrice. Ainsi la proposition première d'un billet slovène en 1991 censé porter l'image du « siège ducal » suscita l'émoi en Carinthie et une protestation officielle des autorités autrichiennes. En Slovénie l'allemand reste marginal, jamais enseigné en première langue dans les écoles du Nord du pays, contrairement à l'intérêt économique : on préfère parfois y enseigner l'espagnol ! Et de l'autre côté de la frontière, en Carinthie, les panneaux indicateurs en slovène dans la zone bilingue sont ou inexistantes ou barbouillés régulièrement.

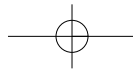
II. UN LONG PASSÉ COMMUN

Si on se rapporte à l'histoire, un fait est certain : il n'a jamais existé de frontière entre les Germains et les Slaves dans cette région avant 1918. Bien que des théories plus ou moins fantaisistes, telle la « théorie vénète ³ », qui fait des Slovènes des habitants autochtones de la région refassent régulièrement surface, il est admis depuis le XIX^e siècle que les Slaves alpins arrivèrent dans la région à la fin du VI^e siècle, sur un territoire déjà peuplé, civilisé et christianisé dès l'époque romaine. En se fondant sur les toponymes et divers autres documents, les historiens slovènes du XX^e siècle accordent un territoire trois fois plus grand à leurs ancêtres que celui que les Slovènes occupent aujourd'hui ⁴. Ceci accrédite aux yeux de l'amateur la thèse d'« envahisseurs » germaniques qui se seraient infiltrés sur un territoire initialement peuplé par les Slovènes. Il est indéniable que la ville de Graz (tout comme par exemple Grado en Italie) porte un nom slave, que Maribor (en fait Marburg), au sud de Graz, est d'origine germanique, tout comme Laibach est d'origine latine ou plutôt italienne. Mais l'étymologie des toponymes devient parfois sujette à caution, surtout lorsqu'elle veut servir « les intérêts nationaux ».

3. Voir A. Bernard, « La théorie des Vénètes en Slovénie. Problème d'histoire, d'historiographie ou d'idéologie ? », *Revue des Études slaves*, LXX/1, Paris 1998, p. 113-123.

4. Voir Bogo Grafenauer, *Zgodovina slovenskega naroda*, I, Ljubljana, Kmečka knjiga 1954, p. 135.





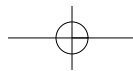
Il me paraît difficile et fantaisiste de faire dériver « Semmering » de « Severnik » et « Celovec » du verbe « cviliti » (gémir), dont « Klagenfurt » ne serait qu'une traduction.

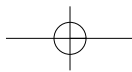
Le duché de Carantanie est considéré depuis le XIX^e siècle par les Slovènes comme l'ancêtre de leur Nation et de leur État actuels. Pour les Autrichiens il est l'ancêtre du Land actuel de Carinthie, l'un de ceux où la conscience régionale est la plus forte. Si on a des textes qui attestent l'existence indéniable du duché de Carantanie et du rite d'intronisation de ses ducs en langue vende, il est aussi vrai que personne ne connaît la composition ethnique ou linguistique exacte de ses habitants. On sait en revanche que le duché faisait partie du royaume franc depuis Charlemagne (empereur allemand pour les Slovènes). Nous nous retrouvons en fait face au « syndrome de Kosovo », c'est-à-dire au fait qu'un État considère que son berceau historique se trouve en dehors de son territoire, c'est-à-dire que ses habitants en auraient été chassés par un envahisseur étranger. Bien qu'étant loin d'atteindre l'acuité qu'a ce syndrome chez les Serbes, il explique un certain nombre de comportements et contribue aux stéréotypes qui ont cours chez les deux voisins et qui ont la vie dure : la sensibilité des Slovènes pour tout ce qui touche la Carinthie et le nationalisme des Carinthiens autrichiens sont plus compréhensibles à la lumière de ces faits.

Pour les historiens slovènes la germanisation du territoire commence dès la reconnaissance du pouvoir bavarois en 743 et continue au VIII^e siècle avec la christianisation menée à partir de Salzbourg, pour se poursuivre jusqu'à la fin du règne des Habsbourg. Ainsi les Slovènes se retrouvèrent sous le pouvoir bavarois, puis franc et enfin allemand avant 1918. Conséquence ethnique qui en découlerait : les Allemands font venir des paysans, des seigneurs, des chefs d'Église et enfin des bourgeois, bref, ils colonisent le pays. « La noblesse [slovène] s'est fondue dans la noblesse allemande, elle s'est germanisée », écrit par exemple Fran Zwitter⁵. Pour les historiens de langue allemande, au contraire, ce seraient les bourgeois autochtones d'origine germanique qui seraient à l'origine de la plupart des agglomérations et des villes.

Les faits historiques sont selon toute probabilité beaucoup plus prosaïques : ce grand territoire, montagneux et donc difficile d'accès fut peu peuplé et on a du mal à voir s'y installer des hordes entières de « barbares » slaves, germaniques ou autres de manière

5. Fran Zwitter, *O slovenskem narodnem vprašanju*, Ljubljana 1990 (texte publié sous forme d'article en 1938), p. 483.



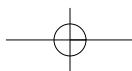


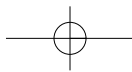
serrée et compacte. On répète souvent qu'il s'agit d'un territoire de passage, et donc d'un peuplement souvent hétérogène. Ce qui apparaît souvent dans les noms de familles slovènes des deux côtés de la frontière où les Bezjak/Bizjak (réfugié), Hrovat/Horvat (Croate) ou Tavčar/Tavčer (Deutscher) ou encore Lah/Vlah (Latin) sont fort nombreux.

Un autre stéréotype plus récent a également la vie dure, bien qu'il ne soit pas totalement sans fondement : les seigneurs, l'aristocratie, la bourgeoisie auraient été allemands et le peuple slave. L'idée des Slovènes comme peuple-prolétaire a été émise déjà par l'écrivain Ivan Cankar (1867-1918), puis abondamment illustrée par l'historiographie communiste. À l'opposé, les historiens de langue allemande font en général peu de cas des Slovènes, voyant en eux plutôt des tribus civilisées par les Allemands. On aurait donc eu depuis le Moyen Âge la dualité château/village, ville/campagne qui correspondrait à la dualité Germain/Slave, civilisé (Allemand)/barbare (Slave). Curieusement, certains seigneurs échappent à la règle : tel est le cas des comtes de Celje qui, selon les Slovènes, si le sort tragique ne s'était acharné contre leur famille, auraient pu tenir tête aux Habsbourg aux XIV^e et XV^e siècles et fonder une véritable dynastie slovène. Cependant, rien ne prouve qu'ils étaient slovènes et l'historiographie autrichienne les intègre dans l'aire « allemande » sans se poser la question de leur origine et surtout, ce qui importe, de leur langue. Les grandes familles aristocratiques de la région que sont les Herberstein, les Auersperg, les Attems ou les Windischgrätz, dont certains membres ont grandement contribué au développement de la culture slovène, sont par contre ignorés par l'historiographie slovène. Il faut lire les ouvrages autrichiens pour les retrouver, mais en tant qu'Autrichiens, c'est-à-dire Germains ethniquement. Comme il est courant en Europe centrale, bien des hommes célèbres sont revendiqués à la fois par les Slaves et les Germains : c'est par exemple le cas de savants comme Jurij Vega ou Sigismund Popowitch, ou encore du compositeur Hugo Wolf, né à Slovenj Gradec (Windischgrätz)

III. FRONTIÈRE LINGUISTIQUE ET FRONTIÈRE ETHNIQUE

Ceci prouve simplement que les deux ethnies s'étaient interprétées au cours des siècles, tant du point de vue anthropologique que culturel. Prenons par exemple le XVI^e siècle, celui qui marque la consolidation de l'ensemble autrichien et, pour les Slovènes la véritable naissance de leur langue. L'allemand moderne naît lui

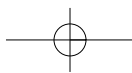


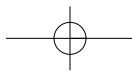


aussi alors avec la traduction de la Bible par Luther, cette Bible qui servira de modèle aux traducteurs slovènes quelques décennies plus tard. Tous les livres slovènes imprimés à l'époque de la Réforme le sont sur le territoire de l'actuelle Allemagne (la Bible à Wittenberg même) et toute la correspondance qui les accompagne (préparatifs, demandes de fonds, etc.) est en allemand. Jamais nous n'y trouvons la moindre allusion à une quelconque « oppression » des Slovènes et de leur langue appelée en général « windische Sprache ». Et contrairement à ce qui est souvent considéré comme allant de soi aujourd'hui, le but des ouvrages protestants slovènes, publiés souvent avec les subsides des princes allemands, n'est pas la formation de la Nation, mais l'enseignement de la « vraie foi », celle qui permettra par l'enseignement des vérités chrétiennes authentiques de sauver ces hommes de la damnation éternelle. Quand Trubar s'adresse à ses « pauvres » compatriotes, cet adjectif n'a pas de signification sociale ou nationale, mais religieuse. De même, il me paraît difficile de traiter l'impératrice Marie-Thérèse d'impératrice germanisatrice : elle a par exemple tenu compte des remarques d'un Kumerdej et d'autres intellectuels slovènes à propos de la langue d'enseignement à l'école obligatoire dont elle venait de poser les fondements et elle a aussi fait traduire les premiers textes des lois en slovène. Et c'est plutôt le zèle centralisateur qui a fait choisir à Joseph II l'allemand comme langue d'état, pour peu de temps d'ailleurs. Ceci ne peut absolument pas être comparé à la domination implacable du français sur le territoire de la France depuis la Révolution.

Deux grands courants d'idées – les Lumières et le Romantisme – vont avoir une répercussion très importante chez les Slovènes, comme d'ailleurs dans tout l'Empire des Habsbourg. Il serait erroné de voir ces deux courants s'opposer : ils s'entrecroisent au contraire, se nourrissent l'un l'autre. Ainsi, les premiers slavistes comme Kopitar ou Dobrovský sont d'authentiques savants universalistes des Lumières, mais tous les deux marquent considérablement ce qu'on appelait autrefois la renaissance slave (ce nom dit suffisamment clairement qu'il s'agissait de retrouver la gloire des ancêtres, la Slavia mythique, qui n'a aucun fondement historique, pas plus que la Germania dont elle est la sœur jumelle). Nous retrouvons cette notion des deux races différentes ou opposées tout aussi bien dans les ouvrages savants que dans les œuvres littéraires, aussi bien chez Herder que dans les sonnets d'un Kollar ou d'un Prešeren.

Mais le XIX^e siècle est par essence l'époque de la recherche des frontières ethno-linguistiques, présentes et surtout passées, sur les-





quelles on va pouvoir asseoir les revendications nationales et qui se prolonge pratiquement jusqu'à nos jours. Sur le territoire slovène c'est la langue qui va servir d'indicateur unique, alors que pour le passé l'histoire sera appelée au secours. Rien ne distingue vraiment les Slovènes des autres Autrichiens, même pas les us et coutumes, la langue sera donc le seul critère qui permettra de séparer les deux « races ». Si on pouvait faire une étude à l'aide de l'ADN, on serait probablement fort surpris de l'indifférenciation des deux peuples. On voit à l'époque déjà la notion de race dans le meilleur des cas identifiée à la notion de langue et dans le pire se substituer à la notion de la langue, ce qui permettra aux dictatures du XX^e siècle d'entreprendre la regermanisation et la reslavisation que nous envisagerons par la suite.

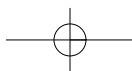
Pourtant, les premières cartes ethno-linguistiques publiées en Autriche ne cherchent qu'à donner l'image la plus exacte possible de la situation linguistique. Ainsi le premier véritable partage linguistique entre l'allemand et le slovène fut fait dès 1794 par J.K. Kindermann ⁶. Ce tracé assez vague correspond à la situation de l'époque. Les changements linguistiques vont intervenir essentiellement avec le développement des villes en Carinthie, notamment de Klagenfurt, puis avec la construction des chemins de fer et le développement de l'industrie en Styrie et en Carniole. Cela entraîne l'afflux des populations vers ces centres, alors que les territoires ruraux présentent une stabilité facilement compréhensible étant donné le mode de vie et les caractéristiques de l'économie rurale, même si la frontière a tendance à reculer vers le sud, comme le constate Urban Jarnik dès 1826, en déplorant que Gospa sveta (Maria Saal) soit déjà germanisée ⁷.

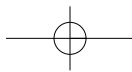
Dans les années 1860, on voit paraître plusieurs cartes dues au grand cartographe autrichien Czoernig ⁸ qui avait procédé à des sondages de populations. Tout comme Kindermann, il remarque la forte proportion d'Allemands dans les villes et dans l'îlot rural allemand de Kočevje (Gottschee) au sud-est de la Carniole. La célèbre carte

6. J.K. Kindermann, *Die Provinz Inner-Österreich oder die Herzogtümer Steyermark, Kaernten und Krain*, Graz, 1794.

7. *Ibid.*, p. 1.

8. Karl von Czoernig, *Ethnographische Karte der österreichischen Monarchie*, Vienne, 1855 et *Ethnographie der Österreichischen Monarchie*, I, Vienne, 1857. D'autres cartes pourvues d'abondantes précisions ont été faites avant la disparition de la Monarchie. Voir aussi un fascicule en français : *La Carinthie : Développement historique des frontières germano-slovènes*, Ljubljana, sans date (probablement 1919) et sans nom d'auteur, texte sans doute préparé pour servir aux pourparlers de paix à Paris.





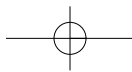
slovène de Peter Kozler, première carte du pays due à l'enthousiasme de 1848, suit pratiquement celle de Czoernig ; Kozler lui aussi remarque des îlots linguistiques allemands, entre autres à Klagenfurt, à Völkermarkt, à Maribor. De précieuses indications sur l'état linguistique peuvent être trouvées dans les archives des évêchés de Gurk (Krško, pour la Carinthie), de Sekau (Graz) et de Maribor à partir de 1858 pour la Styrie. À partir de 1880 on procédait à des recensements réguliers qui nous donnent des chiffres précis quant aux langues utilisées et à leur évolution géographique. Les deux recensements de 1900 et de 1910 vont avoir des conséquences beaucoup plus importantes, puisqu'ils serviront à argumenter les revendications des deux nouveaux États aux pourparlers de paix après la Première Guerre mondiale et seront contestés dès le début dans la formulation de la question de la langue ⁹.

Il s'agit après la Première guerre de tracer une frontière entre deux États, en fait de séparer deux ethnies étroitement imbriquées dans une région qui n'a jamais connu de frontières autres qu'administratives. La frontière ne pouvait être fondée que sur la langue, et nous avons vu combien cette frontière était complexe et floue. Les données statistiques des recensements ne clarifiaient pas les choses. En effet, les notions de langue d'usage (*Umgangssprache*) et de langue maternelle (*Muttersprache*) recouvrent dans le contexte linguistique de la région des réalités différentes et suscitent par conséquent des réponses différentes. Il s'agira à posteriori pour les deux États de jouer sur les arguments dus à cette approche différente pour essayer de prouver que la majorité des habitants est allemande ou slovène et réclamer des territoires.

Il faut savoir que la situation linguistique au XIX^e siècle est très complexe et cette complexité peut difficilement figurer sur les cartes ou dans les statistiques. Pour en avoir une idée, il suffit, à titre d'exemple, de mentionner le témoignage de la fille du plus grand poète slovène France Prešeren (1800-1849) qui explique que son père, qui vivait à Ljubljana et passait beaucoup de temps au café, parlait par exemple allemand avec ses amis et slovène avec l'aubergiste et les serveuses. La correspondance du même poète avec ses amis slovènes les plus proches est en allemand. Pour la Styrie, le témoignage du patriote slovène Sernec ne dit pas autre chose : « Mon père parlait parfaitement le slovène, ma mère connaissait également notre langue, mais elle aimait y mélanger des germa-

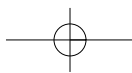
9. Voir Ante Beg, *Slovensko-nemška meja na Štajerskem*, Ljubljana 1905 et *Slovensko-nemška meja na Koroškem*, Ljubljana, 1911.

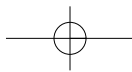




nismes, ce qui était habituel à l'époque chez les habitantes de Maribor. À la maison, nos parents parlaient allemand avec nous les enfants. On apprenait un peu de slovène avec la parentèle et avec les camarades de classe paysans ¹⁰. » Les couches intellectuelles ou même simplement instruites étaient plus au moins bilingues, ce qui s'explique aisément en tenant compte du fait qu'il n'existait pas d'université slovène avant 1919 et que les Slovènes étudiaient à Vienne, à Graz, parfois à Prague ou dans les universités allemandes. Les artisans et les marchands des villes parlaient également l'allemand. Comme il est courant dans les cas de bilinguisme, la frontière était davantage sociale qu'ethnique sur tout le territoire, ce qui était visible (et l'est encore) pour l'italien sur le Littoral et à Trieste. Cependant, la situation a changé durant la seconde moitié du XIX^e siècle en Carniole, majoritairement slovène ethniquement et pourvue avec Ljubljana d'un grand centre intellectuel : l'usage du slovène y progressait rapidement et touchait les couches bourgeoises et intellectuelles qui sont à la base de la conscience nationale. Le cas de la Styrie et de la Carinthie est différent, car la majorité de la population de ces provinces était germanophone et non bilingue et les capitales provinciales étaient allemandes ¹¹. En regardant les chiffres, on constate que le slovène est en constante régression dans les parties « mixtes » durant la période constitutionnelle et surtout avant la Première Guerre mondiale. Nous avons ainsi en Styrie du Sud en 1880 ¹² 67 % de germanophones et 32 % de slovénophones, en 1910 on passe à 70 % de germanophones. Ainsi en 1910 sur les 27 994 habitants que compte la ville de Maribor, 22 653 déclarent comme langue d'usage l'allemand (la même année Ljubljana compte 33 864 slovénophones et 5 950 germanophones ¹³). Rappelons qu'en la même année 1910, 95 % de

10. Josip Serbec, *Spomini*, Ljubljana 1927, p. 2. Cité par Franjo Baš, *K zgodovini narodnega življenja na Spodnjem Štajerskem*, Maribor, 1931.
11. Cependant, les deux capitales de ces provinces ne sont pas tout à fait en marge de la culture slovène. Ainsi la première chaire de slovène, fondée en 1812 à Graz, fonctionnait d'abord au lycée puis à la faculté de droit de cette ville ; à Klagenfurt fut fondée en 1853 la Société Saint-Hermagoras, la plus ancienne maison d'édition slovène, qui a joué un très grand rôle dans la diffusion de la lecture et de la culture slovènes en général.
12. Voir Janez Cvirn, « Nemško (avstrijsko) zgodovinisje o Nemcih na Slovenskem », *Razprave*, p. 36-37.
13. *Ibid.*, p. 57. Remarquons que les études récentes qui ont pris en compte la provenance des habitants permettent de voir que beaucoup de ces germanophones étaient originaires des campagnes slovénophones, ce qui prouve bien que le modèle social citoyen = Allemand, paysan = Slovène fonctionnait toujours. Voir Robert Pfundler, *Die Grundlagen der nationalen Bevölkerungsentwicklung Steiermarks*, Stat. Monatschrift, N.F.XII, Vienne, 1907.





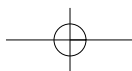
Carniolais se déclarent slovénophones (y est inclus l'îlot des Allemands de Kočevje) et qu'il était donc normal que le gouvernement Taaffe voie dans cette province une province slovène, alors que la Carinthie et la Styrie passaient tout naturellement pour des provinces majoritairement allemandes. La conscience d'appartenance à une province plutôt qu'à un État était extrêmement forte en Autriche et jouait en faveur des Slovènes en Carniole et en faveur des Allemands ailleurs. Il faut ajouter encore que l'extrême conservatisme du Parti populaire slovène, largement majoritaire, poussait littéralement les éléments libéraux et socialistes vers les partis allemands. Pour avoir une meilleure idée de la situation linguistique, précisons que sur l'ensemble du territoire slovène il n'existait avant la Première guerre mondiale qu'un seul établissement secondaire entièrement slovène¹⁴ : dans les autres lycées de Carniole les classes slovènes étaient prépondérantes, en Carinthie et en Styrie c'étaient les classes allemandes.

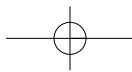
Peut-on réellement parler de germanisation forcée de ces territoires, ou plutôt des villes ? C'était en fait la conséquence du prestige social de l'allemand, du changement des structures sociales, de l'afflux de la main d'œuvre paysanne vers les villes, de l'ascension du statut de paysan slovène vers le statut de (petit) bourgeois allemand. Dès le milieu du siècle R.G. Puff, dont le livre consacré à Marbourg/Maribor vient de paraître en slovène écrit : « La vie à Maribor est totalement allemande, même si elle est ordonnée de façon slovène dans les alentours proches. La majorité des habitants parlent les deux langues, la classe ouvrière habituellement au bout d'une année de séjour dans la ville¹⁵. » Pour Puff, qui est Allemand, il s'agit tout naturellement du passage vers une civilisation supérieure. Il est vrai que le théâtre de Maribor est totalement allemand, faute de répertoire slovène, et même les fondateurs des salons de lecture slovènes maîtrisent mal le slovène littéraire, basé essentiellement sur les dialectes centraux.

Arrive la Première Guerre mondiale et avec elle la chute de l'état multilinguistique qu'était l'Autriche-Hongrie. La question ethnique va remplacer la question linguistique. De nombreux

14. Il s'agit du Lycée catholique privé de Ljubljana, fondé en 1905 par l'évêque de cette ville, d'où son nom de « Škofijska gimnazija » (Lycée épiscopal) sous lequel est connu cet établissement prestigieux qui a formé les élites intellectuelles slovènes entre les deux guerres.

15. R.G. Puff, *Maribor, njegova okolica, prebivalci in zgodovina*, Obzorja, 1999, p. 269 (ouvrage traduit de l'allemand : K.G. Puff, *Marburg in Steiermark, seine Umgebung, Bewohner und Geschichte*, Graz, 1847).



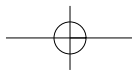


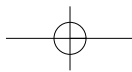
articles, mémorandums et fascicules qui paraissent des deux côtés à l'occasion des pourparlers de paix n'ont qu'un seul but : prouver « scientifiquement », chiffres à l'appui, que tel territoire « nous » appartient en vertu du droit des populations à disposer d'elles-mêmes. Il s'agira pour les Autrichiens de démontrer que la langue correspond à l'ethnie et pour les Slovènes que non seulement les campagnes mais également les villes sont d'origine slovène, que leurs habitants ont été simplement soumis à la pression germanisatrice. Mais dans le désordre difficilement imaginable qui accompagnait la fin des hostilités et l'effondrement de la vieille monarchie il s'est trouvé deux hommes qui croyaient davantage à la force des décrets et des armes qu'aux palabres des diplomates. La Diète de Carinthie proclama la province indivisible et rattachée à l'État autrichien dès le 31 octobre 1918. La Heimwehr repoussa sans difficulté les quelques unités yougoslaves qui s'y aventurèrent au printemps de l'année suivante. À Maribor le général Maister (en fait colonel de l'armée autrichienne) réunit des lambeaux de l'armée, chassa l'administration allemande de la ville et fixa la frontière, en accord d'ailleurs avec les autorités provinciales de Graz qui comptaient sur les Alliés pour procéder à la libre détermination des populations dont l'issue, pensaient-ils, ne pouvait leur être que favorable ¹⁶. Comme on le sait, un plébiscite fut organisé en Carinthie le 10 octobre 1920 dans les régions à majorité slovène. Plus de 59 % des voix furent favorables à l'Autriche et ce territoire mixte, mais symbolique aussi bien pour les Slovènes que pour les Autrichiens de Carinthie, devint partie intégrante de l'Autriche ¹⁷.

On trouve donc après le 10 octobre 1920 une minorité slovène en Autriche qui comptait plus de 100 000 représentants, et que la propagande va souvent chercher à différencier des Slovènes « carniolais » en présentant ceux-ci comme des « Windischer », à cause de leur dialecte. Cette minorité va être plus ou moins protégée par les règlements imposés lors des pourparlers de paix et par les traités bilatéraux de 1921 et de 1955, ce qui n'empêchera jamais ni les nombreux abus véritables ou imaginaires de la part de l'administration autrichienne, ni surtout le regard condescendant de la majorité

16. Le général Maister fut d'ailleurs désavoué par le Conseil national slovène qui lui aussi comptait sur les Alliés.

17. De nombreuses raisons de ce vote pro-autrichien ont été avancées : propagande, vote des femmes, problèmes économiques, religion, mais il nous semble que l'histoire et la géographie ont joué ici un rôle pas moins important.





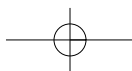
allemande sur la minorité slovène et les persécutions à mesure que grandissaient les sentiments racistes en Allemagne hitlérienne.

IV. LES « ALLEMANDS » DEMEURÉS EN SLOVÉNIE

Mais cette nouvelle frontière laissa beaucoup d'anciens citoyens d'Autriche-Hongrie d'origine allemande en Slovénie yougoslave. Quel était donc leur le nombre ? D'après le recensement de 1910, il y avait sur le territoire de la Cisleithanie rattaché au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. 103 949 germanophones, la majorité en Styrie (72 911), auxquels il faut ajouter environ 3 000 Allemands de Prekmurje qui faisait partie de la Hongrie¹⁸. Le premier recensement d'après guerre eut lieu en 1921 et ses résultats paraissent fort étonnants : d'environ 107 000 les germanophones passèrent à 41 514. La proportion des Allemands serait tombée d'environ 10 % de la population à moins de 4 %. À Maribor les « Allemands » passaient même de 22 994 à 6 595. Lors du recensement de 1931 le chiffre baissa encore davantage : on ne comptait plus que 28 998 germanophones dans la Banovine de la Drave, ce qui les faisait passer à 2,53 % de la population.

Comment expliquer cette chute impressionnante ? D'une part, il s'agit de prendre en compte le départ forcé ou volontaire des fonctionnaires autrichiens, dont le traitement fut suspendu par un décret du gouvernement de Belgrade dès le 16 décembre 1918. Mais la cause principale de cette diminution réside dans le recensement lui-même tout comme dans les pressions exercées contre les « étrangers ». En effet, la question ne portait plus sur la langue d'usage mais sur la langue maternelle, et il ne suffisait pas simplement de se déclarer de langue maternelle slovène ou allemande. Seules les personnes qui pouvaient prouver que leurs deux parents étaient Allemands pouvaient être inscrites en tant qu'allemandes. Les commissaires qui effectuaient le comptage ne pouvaient être que Slovènes. On voulait ainsi ramener au sein de la nation les brebis égarées, ceux que l'on considérait comme « *nemškutarji* » – les Slovènes d'origine de culture allemande. Ainsi la Yougoslavie privilégie-t-elle l'origine ethnique alors que l'Autriche privilégie le choix personnel – chaque pays en fonction de ses intérêts propres.

18. Voir Cvirn, *op. cit.*, p. 62. Rappelons quelques chiffres pour les autres régions contestées : région de Gorizia : 1,80 % de germanophones, 61,85 % de slovénophones et 36,06 % d'italianophones ; Trieste : 29,81 % de slovénophones, 62,31 % d'italianophones et 6,21 % de germanophones. Voir *Razprave*, p. 37.



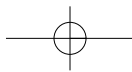
Les critères de 1931 étaient encore plus restrictifs : pour être inscrit comme Allemand, il fallait avoir un nom de famille allemand, ses deux parents allemands, une éducation entièrement allemande à l'école comme à la maison, et se sentir « étranger au peuple slovène ». Les chiffres obtenus étaient si contraires à la réalité, notamment à Maribor, que le chef de la police lui-même dut le reconnaître dans une note au ministère de l'intérieur¹⁹. Les journaux slovènes demandaient « brezobzirno izčiščenje » (purification sans ménagement). On ne peut s'empêcher de voir là une idée de vengeance, du moins chez certains ultanationalistes slovènes. Des recensements privés furent effectués dans les villes de Styrie par l'association Kulturbund, notamment en 1928, qui donnèrent 32 578 Allemands, c'est-à-dire 6,8 % de la population, dont plus de 10 000 à Maribor.

Du point de vue juridique, les droits de la minorité slovène en Autriche comme ceux de la minorité allemande en Yougoslavie étaient garantis par le traité de Saint-Germain (articles 62 à 69). Un accord bilatéral fut signé avec l'Autriche en 1921 qui concernait les Slovènes dans ce pays. La Yougoslavie n'a jamais signé un tel accord pour la minorité allemande et n'a jamais fait figurer dans sa constitution la protection de ses minorités. Dans la réalité, les représentants du « peuple ennemi » ne se trouvaient pas dans une situation enviable. Les restrictions étaient particulièrement sévères pour la scolarité, car c'est une commission (très sévère, notamment en ce qui concernait le nom et les origines) qui admettait les enfants dans les classes allemandes qui ne pouvaient être ouvertes que s'il y avait plus de 40 enfants concernés²⁰. À Kočevje, qui comptait environ 22 000 habitants, pratiquement tous allemands, les écoles et le lycée étaient obligés d'organiser l'enseignement en slovène et les journaux allemands de cette communauté furent interdits. Les partis politiques allemands étaient interdits sur tout le territoire yougoslave, seul l'Untersteierische Wirtchafstspartei fut autorisé pendant 3 ans et obtint des scores importants aux élections municipales de 1924 (21 % à Maribor, 34 % à Ptuj et 41 % à Celje).

Les chiffres prouvent que les Allemands détenaient le pouvoir économique sur le territoire slovène avant 1918 : la majorité des banques, des grandes entreprises industrielles et des commerces leur appartenaient, ainsi qu'une part importante des grandes pro-

19. Voir Dušan Biber, *Nacizem in Nemci v Jugoslaviji 1933-1941*, Ljubljana, 1966, p. 307.

20. Voir aussi Andrej Vovko, « Nemško manjšinsko školstvo na Slovenskem v obdobju stare Jugoslavije », *Zgodovinski časopis*, 1986, 3.



priétés ; ce pouvoir économique demeura pratiquement dans les mêmes mains après 1918. Les quatre cinquièmes de l'économie de la Styrie du Sud seraient restés aux mains des Allemands, malgré quelques nationalisations et la réforme agraire qui limitait les domaines à 300 hectares et l'interdiction faite aux Allemands d'acheter des terres à moins de 50 km de la frontière autrichienne²¹. Ainsi, à Maribor, les Allemands détenaient 41 % des biens immobiliers et pratiquement toutes les grosses entreprises.

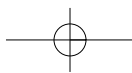
Les associations culturelles allemandes furent autorisées après 1918, mais elles furent dissoutes rapidement. On imagine aisément les frustrations de cette population habituée auparavant à manifester sa supériorité culturelle et économique. Nous en trouvons l'écho dans de nombreux ouvrages publiés à l'époque en Autriche²². En 1931 les Allemands de Yougoslavie dans leur ensemble déposèrent plainte auprès de la Société des nations et le gouvernement yougoslave dut faire quelques concessions, notamment autoriser l'association Schwäbisch-Deutscher Kulturbund. La situation des Allemands va s'améliorer surtout à partir du rapprochement du gouvernement yougoslave avec l'Allemagne nazie (ce problème faisait partie de divers accords entre Belgrade et Berlin), époque où cette minorité va épouser la nouvelle idéologie hitlérienne avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle avait réellement souffert depuis 1918. La nazification du Kulturbund fut rapide et intense, au point que l'Autriche demandait à la Yougoslavie de surveiller « ses Allemands²³ ».

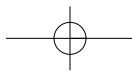
Aux yeux de ces Allemands, surtout de ceux de Styrie et de Kočevje, Hitler apparut comme un libérateur. L'Anschluss provoqua la joie, non seulement en Carinthie autrichienne, mais également en Slovénie ; c'était la joie d'anciens sujets autrichiens qui n'avaient jamais cru en l'Autriche moderne réduite à une petite république. Dès 1939 certains jeunes gens de Styrie partirent en tant que volontaires dans l'armée allemande et des détachements SS furent formés sur place. Inutile de dire que cette minorité allemande frustrée devint la tête de pont du Troisième Reich dès l'entrée des troupes allemandes en Slovénie en avril 1941. C'est à eux que

21. Janez Cvirn, *op. cit.*, p. 80.

22. Tel est par exemple le recueil de Franz Hausmann : *Südsteiermark, ein Gedenkbuch*, Graz, Moser, 1925. On trouvera un grand nombre d'ouvrages en allemand qui traitent le problème, surtout à l'époque hitlérienne, mais le ton en est revancharde et non plus nostalgique. Par exemple : Friedrich Lange (Adriaticus), *Die Deutschen in Südslawien. Taschenbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums*, Berlin, 1935.

23. Voir Janez Cvirn, p. 80.

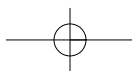


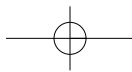


s'adressait Hitler du balcon de l'hôtel de ville de Maribor avec son fameux « Machen Sie mir dieses Land wieder deutsch ! ». En fait, tout comme les Yougoslaves voyaient dans les habitants de ces régions des Slaves germanisés, Hitler y voyait des Allemands slavisés. La nationalité allemande avait été aussitôt donnée à tous ceux qui prouvaient leur germanité, la très grosse majorité des autres habitants fut obligée d'entrer dans le Heimatbund et reçut une nationalité allemande conditionnelle (« auf Wiederruf »), dont la conséquence la plus visible était la conscription, tout comme pour les habitants de l'Alsace-Lorraine. De 80 000 à 100 000 Slovènes furent ainsi incorporés dans la Wehrmacht tout au long de la guerre. Le déplacement de 260 000 Slovènes de Carinthie et de Styrie avait été prévu initialement ainsi que leur remplacement par les Allemands de Dalmatie, de Bosnie et de Bucovine ; ce plan n'a pas été réalisé, seuls les Slovènes qui apparaissaient comme dangereux (intellectuels et prêtres) ont été déportés, en majorité en Serbie.

La situation des Allemands dans la zone sous occupation italienne fut différente. Ceux de Ljubljana se montrèrent extrêmement hostiles aux autorités italiennes et demandèrent leur rattachement au Reich, selon le principe général de « heim ins Reich ». Les Allemands de Prekmurje demandèrent le rattachement de leur territoire à la Styrie et l'obtinrent. Les plus grands efforts furent faits pour les Allemands de Kočevje, dont Himmler avait reçu une délégation dès le 23 avril 1941 : il leur promit qu'il chercherait un Lebensraum pour eux. Comme il s'agissait de paysans, on leur promit le déplacement « de ferme à ferme », (dans les fermes vidées de Slovènes), ce que 95 % d'entre eux acceptèrent. Les déplacements vers la vallée de la Save et de la Sotla devaient s'effectuer en automne, mais ne débutèrent qu'en hiver 1941-1942, dans des conditions très difficiles ²⁴. Ajoutons toutefois que mis à part les nazis « slovènes » convaincus, l'enthousiasme de ces « Allemands » diminua assez rapidement : la plupart d'entre eux avaient rêvé (comme certains Slovènes eux-mêmes), d'un retour à l'époque austro-hongroise plutôt qu'à un régime raciste et totalitaire. On connaît ainsi le cas d'un certain nombre d'Allemands de Slovénie qui rejoignirent la résistance.

24. Voir Ingrid Kaiser-Kaplaner : *Gotscheer Frauenschicksale im 20. Jahrhundert*, *Studia Carinthica*, Bd VII, Klagenfurt-Ljubljana, 1993, et *Kočevski zbornik. Razprave o Kočevski in njenih ljudeh*, Ljubljana, 1939.



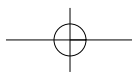


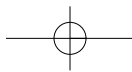
V. LA FIN DES « ALLEMANDS » DE SLOVÉNIE

Étant donné ce rôle de cinquième colonne que de nombreux « Allemands » avaient joué pendant la guerre, leur rejet absolu après 1945 peut être compréhensible sinon justifié. Déjà avant et pendant la guerre la droite comme la gauche slovènes proclamaient unanimement qu'il fallait les « déposséder et les expulser », en « purifier le territoire national », qu'ils devaient tous payer en vertu de leur « responsabilité collective » (c'est-à-dire que les Allemands de Slovénie étaient considérés comme corresponsables des crimes commis par les nazis). Les décrets de l'Assemblée antifasciste yougoslave datant du 21 novembre 1944 prévoyaient que tous les biens du Reich et des citoyens du Reich sur le territoire yougoslave deviendraient propriété yougoslave. Le décret secret, c'est-à-dire non publié au Journal officiel, pratique qui existait jusqu'à la fin de la Yougoslavie de Tito, privait toute personne d'origine allemande vivant sur le territoire national de la citoyenneté yougoslave, donc de tout bien et de toute protection juridique ²⁵. Il s'agit en fait de l'homogénéisation ethnique qui a lieu à l'époque dans toute l'Europe centrale et qui a été discrètement soutenue par les Alliés et cautionnée par les accords de Potsdam et par certains historiens, dont Toynbee. Les décrets yougoslaves de protection des minorités datent de la même époque, mais il n'y est plus question d'une quelconque minorité allemande. Il s'agissait de profiter de l'occasion pour « extraire le kyste séculaire du corps de la nation », comme l'écrivait Makso Šnuderl ²⁶. En fait, à la fin de la guerre, tous les Allemands avec femmes et enfants fuirent avec les oustachis, les miliciens croates, les tchetniks et les restes de l'armée allemande dans un désordre indescriptible vers la frontière autrichienne, pourchassés et parfois dépouillés ou retenus par les partisans de Tito. C'est l'Ozna, c'est-à-dire la police politique, qui prend les choses en main. Le nettoyage se poursuit durant l'été 1945 et surtout durant l'hiver suivant : les Allemands peuvent être arrêtés partout, exécutés (hommes) ou expulsés vers l'Autriche (femmes et enfants). Ceux qui étaient soupçonnés de collaboration furent enfermés dans des camps de concentration (Strnišče, Hrastovec) où ils disparurent le plus souvent. Les Allemands de Kočevje furent promenés durant

25. On peut comparer ces mesures à celles prises en Tchécoslovaquie par Beneš à l'encontre des Sudètes. Voir Dušan Nećak, « 'Nemci' na Slovenskem po popisih prebivalstva po drugi svetovni vojni », *Razprave*, p. 213.

26. Makso Šnuderl, *Dnevnik 1941-1945*, Maribor, Obzorja, 1994, II, p. 509.

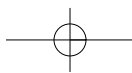


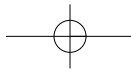


des semaines dans des wagons à bestiaux et un grand nombre d'entre eux moururent. Leurs villages furent brûlés et rasés et la zone resta zone militaire fermée jusqu'à la disparition de la Yougoslavie. On s'accorde à dire aujourd'hui que les déplacements de populations opérés par les nazis étaient moins meurtriers. Comme les Anglais ne voulaient pas accepter en Autriche de citoyens yougoslaves (c'était le cas de l'immense majorité de ces Allemands avant le conflit), on leur faisait souvent traverser la frontière clandestinement, en général à pied.

Rien d'étonnant à ce que lors du recensement de 1948 il n'y eût plus en Slovénie que 1516 personnes qui déclaraient avoir comme langue maternelle l'allemand. D'après les études récentes il s'agissait là dans la majorité des cas de personnes venues de l'extérieur. Le recensement de 1991 donne un chiffre semblable (1543 personnes), cependant que les recensements intermédiaires indiquent des chiffres encore plus bas. Il s'agit de personnes isolées et aucunement de groupe homogène. Le résultat de tous ces faits historiques successifs est clair : s'il existe une minorité slovène en Italie et une autre en Autriche et dont le sort n'était pas toujours enviable, notamment en Italie fasciste et en Autriche après l'Anschluss, il n'y a plus de minorité allemande en Slovénie.

À l'heure où la frontière entre les Autrichiens et les Slovènes, qui aura duré moins d'un siècle, est en train d'être démantelée, bien des stéréotypes et des préjugés anciens subsistent. L'historiographie a depuis le XIX^e siècle joué un rôle important dans cette séparation des deux ethnies moins antagonistes dans la réalité que dans les livres. Ce passé récent a surtout déposé dans l'inconscient commun des traces profondes que quelques discours sur l'Europe sans frontières n'arriveront pas à effacer de sitôt. Cependant, les mentalités évoluent tout de même. Il est vrai que la minorité slovène d'Autriche, si riche culturellement, décline numériquement, que ce changement est dû en partie à l'assimilation « naturelle » ou aidée, mais aussi à l'exode rural. Mais on entend moins souvent le terme d'« oppression » en Slovénie à son propos. Le fait que les historiens de Ljubljana aient fini par se pencher sur le sort des « Allemands » est un signe encourageant. D'autre part, les descendants des Kočevarji peuvent enfin revisiter leurs forêts et chanter leurs complaintes dans leur dialecte allemand si intéressant pour les linguistes. En Autriche les ouvrages relatant la nostalgie et le chemin de croix des Allemands de Styrie reparaissent, à cette différence près qu'ils ne contiennent pas d'appels à la revanche ; d'autre part, il est possible de les retrouver également dans les bibliothèques slo-





vènes²⁷. Il arrive que quelque Herberstein, Attems ou même Auerspeg ou Hutter retrouve une partie des biens de ses ancêtres en vertu de la réparation des injustices faites sous le communisme. Il les offre parfois généreusement à sa « patrie perdue ». Dans les livres de classe slovènes, la longue époque habsbourgeoise n'est plus présentée comme une époque de domination sinon d'occupation, mais l'expulsion des « Allemands » après 1945 n'y est pas encore traitée. Le poids des antagonismes passés et d'une historiographie tronquée reste encore très important et ressurgit à la moindre occasion : visite de responsables politiques, élections, émission de télévision, parution d'un ouvrage. Un immense travail attend les historiens, et l'un d'entre eux reconnaît pour la Slovénie : « Il faudrait intégrer les Allemands dans l'histoire slovène », montrer « qu'ils ont contribué à l'histoire de cet espace²⁸ ». Car il serait préjudiciable de regarder cet espace et l'Europe centrale dans son ensemble comme quelque chose de statique et y perpétuer les luttes nationales du XIX^e siècle en appliquant des critères ethniques étroits et sans fondements réels.

Institut national des langues et civilisations orientales

RÉSUMÉ

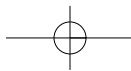
Le territoire slovène, qui dépassait largement celui de la Slovénie actuelle, fut dès l'origine sur son pourtour un territoire germano-slave. Il resta partie intégrante de l'empire habsbourgeois tout au long de son histoire. Les premières cartes linguistiques datant du XVIII^e siècle confirment cette imbrication culturelle et linguistique. À partir de 1848 les Slovènes revendiquent leur autonomie en se fondant sur la seule langue. La séparation définitive se fera à partir de 1918 quand l'idée d'identité ethnique remplacera celle d'identité linguistique.

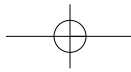
MOTS-CLÉS

Slovénie ; Maribor ; Styrie ; Carinthie ; slovéno-allemand.

27. Voir *Der Weg in die neue Heimat. Die Volksdeutschen in der Steiermark*, Graz, 1988 ; *Leidensweg der Deutschen in kommunistische Jugoslawien*, Munchen 1991 ; Manfred Straka : *Untersteiermark –Unvergessene Heimat*, Graz, 1980.

28. Stane Granda & Barbara Satej, *Slovenija 1848-1998 : Iskanje lastne poti*, Maribor, 1998.



*SUMMARY*

The area inhabited by Slovenes, that extended by far the borders of the actual Slovenia, was from the beginning a mixed Germano-Slavic territory on its edges. It remained an integral part of the Habsbourg Empire all along its history. The early linguistic maps from the 18th century confirm this cultural and linguistic interpenetration. From 1848 on, the Slovenes claimed for autonomy, based on the language argument. After 1918 the separation is definitive, as ethnic sentiment replaced often the idea of linguistic identity.

KEYWORDS

Slovenia ; Maribor ; Styria ; Carinthia ; Germano-Slovene.

